



Haute-Loire : une lente transformation du tissu industriel

La Haute-Loire est un département de montagne aux traditions industrielles. L'industrie départementale emploie toujours près d'une personne sur cinq en 2015. Son économie s'est progressivement recentrée autour d'activités en lien avec les besoins de la population. L'ouest du département se relève plus difficilement des pertes d'emplois agricoles et des restructurations industrielles. À la limite de la Loire, un réseau dense de PME assure une grande part de la production de films et de sacs plastiques français. La Haute-Loire abrite aussi quelques établissements dépendant de grands groupes de dimension mondiale. Les caractéristiques du tissu économique local expliquent la fréquence des emplois à temps partiel. Par son relief et sa distance des grandes agglomérations, le département reste encore à l'écart des dynamiques métropolitaines.

Jean-François Thillet, Anna Simon, Insee

Début 2015, la Haute-Loire abrite 227 000 habitants. Elle est le département le moins peuplé de la région après le Cantal. Son peuplement est caractéristique d'une géographie de plateaux, avec une

population relativement dispersée et vivant à une altitude élevée (plus de 700 mètres en moyenne). Ce relief limite naturellement l'accessibilité. La desserte ferroviaire est peu développée. Les déplacements

s'organisent principalement autour de deux axes routiers structurants, la N88, reliant Le Puy-en-Velay à Saint-Étienne via Yssingeaux, et la N102 connectant Le Puy-en-Velay à l'autoroute A75 via Brioude.

1 Des territoires peu densément peuplés

Chiffres-clés de la Haute-Loire et de ses territoires

	Haute-Loire	Rang parmi les 100 départements français	Zone d'emploi de Brioude	Zone d'emploi du Puy-en-Velay	Zone d'Yssingeaux	Auvergne-Rhône-Alpes
Démographie						
Population	227 034	85	43 770	92 188	91 076	7 877 698
Taux de variation annuel moyen de la population entre 2010 et 2015 (en %)	+ 0,27	53	- 0,21	+ 0,25	+ 0,52	+ 0,78
Part de la population âgée de plus de 65 ans (en %)	22,4	35	25,4	22,8	20,6	18,7
Répartition de la population						
Densité (habitants/km ²)	45,4	80	25,7	50,1	62,6	111,3
Part de la population dans les communes hors influence des pôles (en %)	21,6	12	25,6	12,0	29,3	4,8
Marché de l'emploi						
Nombre d'emplois pour 100 actifs occupés	88,9	84	93,8	99,0	76,6	96,5
Part des non salariés parmi les actifs (en %)	15,6	13	18,7	15,2	14,6	11,9
Établissements						
Poids des 5 plus grands établissements dans l'ensemble des postes (en %)	//	//	15,1	10,7	7,4	//
Taux de dépendance des établissements* (en %)	38,8	80	53,7	44,6	33,0	43,4
Taux de salariés d'entreprises départementales** (en %)	56,9	//	42,6	49,1	64,8	//

* Rapport entre les postes des établissements implantés dans la zone dépendant de centres de décision extérieurs à cette zone et le total des postes de la zone.

** Rapport entre le nombre de salariés d'entreprises départementales et le nombre total de salariés de la zone. Les entreprises départementales sont les entreprises dont au moins 80 % des effectifs travaillent dans le département.

// non calculé (non pertinent pour la comparaison)

Sources : Insee, Clap 2015, Lifi 2015, Recensement de la population 2010 et 2015

Un département montagneux alliant traditions agricole et industrielle

Composée de plateaux et de vallées communiquant difficilement entre elles, la Haute-Loire recouvre historiquement trois entités territoriales assez distinctes (figure 1). Lieu de pèlerinage important, la ville du Puy-en-Velay s'inscrit au cœur d'un bassin de vie vaste et relativement enclavé. Elle polarise toute la partie centrale du département, de par ses emplois et la présence de services liés à son statut de préfecture. La partie ouest, sillonnée par la rivière Allier, peine à maintenir sa population. Elle reste encore très agricole malgré la présence d'une industrie très concentrée et traditionnelle. À son extrémité nord, l'autoroute A75 ouvre le bassin de Brioude sur la région urbaine clermontoise. Enfin, à l'est du département, la zone d'Yssingeaux est résolument tournée vers la métropole stéphanoise dont elle constitue le prolongement périurbain. Ce territoire a su maintenir une assise productive et des savoir-faire locaux et reste très industrialisé.

Le département possède historiquement une forte tradition agricole, comme la plupart des territoires du Massif central. Il s'est aussi forgé une identité industrielle et minière, notamment au XIX^e siècle avec la création des lignes ferroviaires entre Clermont-Ferrand et Paris d'une part et entre Saint-Étienne et Paris d'autre part. C'est aussi à partir de cette période que le secteur agroalimentaire s'est développé sur l'ensemble du département, que ce soit dans l'élevage (lait, fromage ou agneau) ou la culture (verveine, lentilles).

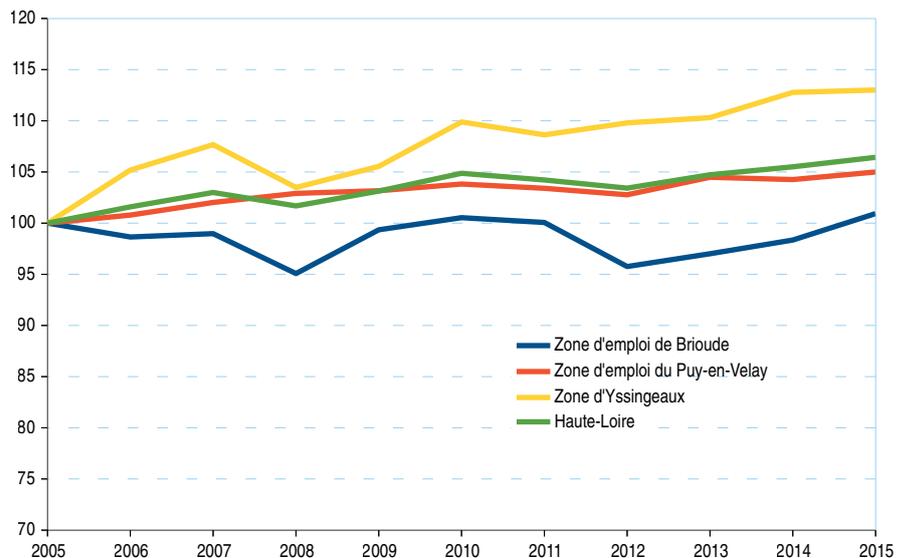
Une reconversion économique plus difficile pour l'ouest du département

En 2015, la Haute-Loire offre 80 200 emplois. Comme celle de la France, l'économie du département s'est profondément transformée en 40 ans. Aujourd'hui, en Haute-Loire, les activités dites « productives », qui recouvrent notamment la fabrication industrielle et la production agricole, ne représentent plus que 36 % des emplois, contre 59 % en 1975. Les autres emplois, qualifiés de « présentsiels » car tournés vers les besoins de la population, ont à l'inverse continuellement augmenté sur longue période. Cette hausse a été plus rapide qu'en France métropolitaine et leur poids dans le département (64 %) se rapproche désormais de la moyenne nationale (66 %). Sur le long terme, le nombre total d'emplois a augmenté. Il retrouve aujourd'hui son niveau d'avant la crise de 2008. Cependant, les créations d'emplois dans la sphère présentsielle n'ont pas réussi à compenser partout la destruction des emplois de production.

Dans l'après-guerre, la zone d'emploi de Brioude a d'abord été fragilisée par l'arrêt de l'exploitation minière, puis par le déclin

2 Les activités tertiaires en retrait dans l'ouest du département et dynamiques dans l'est

Évolution des emplois salariés tertiaires dans les différents territoires (base 100 en 2005)



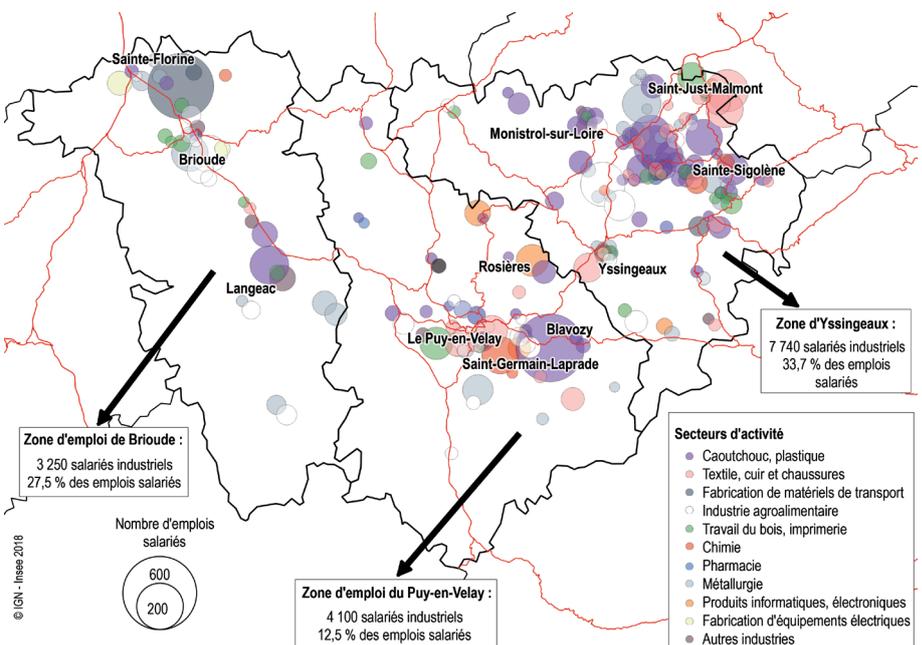
Source : Insee, estimations d'emploi

de l'emploi agricole. Son industrie a ensuite accusé des pertes d'emploi importantes au cours des années 1980, dans la fabrication d'équipements automobiles en particulier. Les emplois de la sphère présentsielle n'ont pris que partiellement le relais, malgré une augmentation conséquente puisqu'ils représentent 59 % des emplois en 2015, contre 33 % en 1975. L'emploi total diminue sur cette période. Les faibles niveaux de revenus de la population, vieillissante et en majorité rurale, limitent les opportunités de développement dans le commerce et certains services à la population. La fréquentation touristique, essentiellement de court séjour, est plutôt le fait d'une clientèle française de proximité. Elle n'a pas de véritable effet moteur sur l'économie.

La zone d'emploi du Puy-en-Velay présentait déjà un profil présentsiel et administratif en 1975 (50 % des emplois) qui a moins pesé sur l'évolution de l'emploi à long terme. Son tissu économique l'a davantage préservée des chocs conjoncturels et l'emploi s'y est maintenu, malgré le recul du nombre d'exploitations agricoles, les difficultés dans le textile ou le travail du cuir. Au début des années 2000, des zones industrielles se sont développées au bord de la D906 (Chaspuzac-Loudes et Saint-Paulien). Le nombre d'emplois industriels semble se stabiliser depuis le début des années 2010. La croissance des activités présentsielles a également été plus dynamique que dans d'autres zones d'emploi présentant un profil

3 Un tissu industriel aux formes multiples

Localisation des établissements industriels de plus de 10 salariés et volume d'emploi, par secteur



Source : Insee, Clap 2015

similaire, telles que Moulins, Saint-Lô, Digne-Les-Bains ou Tulle (*méthodologie*).

Dans la zone d'Yssingeaux, qui désigne ici la partie altiligérienne de la zone d'emploi de Saint-Étienne, l'emploi total a progressé depuis 1975. Il a au contraire diminué dans un groupe de zones d'emploi retenues comme ensemble de comparaison (*méthodologie*). La baisse des effectifs dans la sphère productive a été moins marquée dans l'est de la Haute-Loire, du fait notamment d'une industrie plastique qui a su adapter ses techniques aux nouvelles contraintes environnementales. De plus, l'augmentation des emplois tertiaires a été dynamique, surtout depuis la fin des années 1990 (*encadré et figure 2*).

Un tissu industriel où cohabitent PME locales et grands groupes

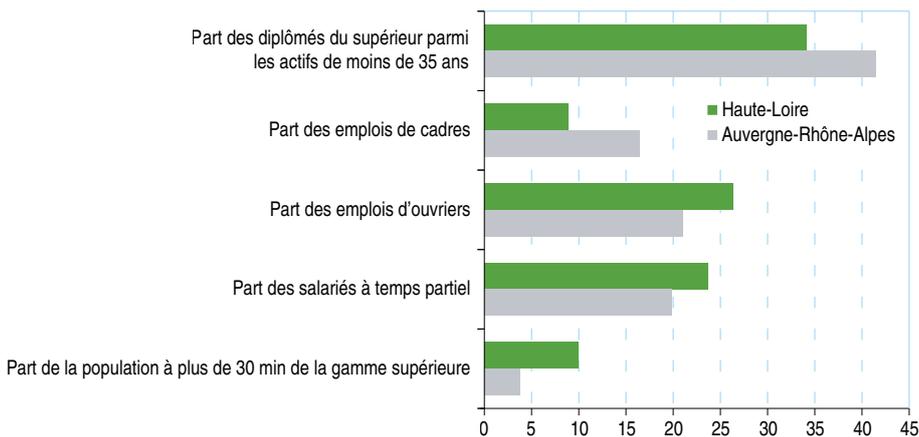
En dépit de l'essor des activités tertiaires, le département de la Haute-Loire conserve une très forte assise industrielle. Avec 19,7 % de l'emploi dans ce secteur, elle se place au 8^e rang des départements français les plus industrialisés. Comparativement à la région et à la France, la Haute-Loire est fortement spécialisée dans deux domaines. Il s'agit de la fabrication de produits en caoutchouc et en plastique d'une part (3 800 postes fin 2015) et du secteur du textile, de l'industrie de l'habillement et du cuir d'autre part (1 710 postes).

La fabrication de produits en caoutchouc-plastique emploie à elle seule le quart des effectifs industriels de la Haute-Loire. L'usine de production de pneumatiques Michelin, implantée à Blavozy, est le premier employeur privé du département. L'activité de plasturgie repose sur une soixantaine de PME et d'entreprises de taille intermédiaire (ETI), principalement implantées sur le plateau de Sainte-Sigolène (*figure 3*). Celui-ci constitue l'un des premiers bassins français de l'extrusion de polyéthylène destiné à l'emballage. Historiquement, cette industrie est née d'une reconversion du textile dans les années 1950. Dans les années 1980, cette activité a vu ses effectifs croître, à contre-courant des tendances générales. Le secteur (en particulier les sacs et les films plastiques) a ensuite dû s'adapter aux nouvelles normes environnementales. Ce n'est qu'à partir des années 2012-2013 que les entreprises industrielles recommencent à embaucher, tandis que d'autres zones de la région comme Oyonnax continuent de perdre des emplois. Certaines entreprises se sont adaptées en créant localement leurs propres filières de recyclage.

Les entreprises leaders de ce secteur ont pour la plupart des origines locales (Groupe Barbier par exemple). Cet ancrage dans le territoire peut être un facteur de résilience de l'emploi, les entreprises s'organisant

4 Une population active moins qualifiée qu'en région

Indicateurs relatifs au marché du travail et à l'accessibilité aux services les plus rares (en %)



Note de lecture : en Haute-Loire, 10 % de la population est située à plus de 30 minutes des équipements et services de la gamme dite supérieure (lycées, urgences, médecins spécialisés...).

Sources : Insee, Recensement de la population 2015, Base permanente des équipements 2016

pour maintenir des capacités de recherche et de commercialisation à proximité. Tous secteurs confondus, seuls 33 % des emplois de la zone d'Yssingeaux sont contrôlés par des centres de décision extérieurs au territoire. Cette part atteint 49 % dans le référentiel et 54 % dans la zone d'emploi de Brioude.

Le département de la Haute-Loire conserve aussi des savoir-faire dans les activités textiles avec des établissements comme Satab (leader européen de la rubannerie étroite) ou Cheynet & Fils. Ce secteur industriel est le quatrième en nombre de salariés, après la fabrication de produits en caoutchouc et en plastique, celle de denrées alimentaires et la métallurgie.

À l'ouest du département, le tissu économique est moins dense que sur le reste du territoire. Les cinq principaux établissements de la zone d'emploi de Brioude regroupent ainsi plus du tiers de sa main-d'œuvre industrielle. Le plus important, appartenant à l'équipementier automobile Valéo, est présent à Sainte-Florine. La Compagnie des Fromages & RichesMonts, le fabricant de machines-outils SNOP ou l'usine Recticel, spécialisée dans les composites, emploient entre 150 et 250 salariés chacun. Tous ces établissements ont leur centre de décision localisé dans d'autres régions, ce qui les rend plus dépendants des stratégies d'entreprise ou de groupe. Entre 2005 et 2015, la zone de Brioude a perdu un cinquième de ses effectifs industriels, soit une baisse comparable à celle du référentiel.

Près d'un salarié sur quatre à temps partiel

En 2015, en Haute-Loire, 39 % des femmes salariées occupent un temps partiel, soit 7 points de plus qu'en moyenne régionale. Ce chiffre fait de la Haute-Loire le premier département pour l'importance du temps partiel féminin, et le deuxième tous sexes confondus

(24 %). Les emplois à durée indéterminée et à temps plein sont rares dans les services à la personne ou l'action sociale. Or ces activités constituent souvent l'une des principales sources d'emploi dans les bassins ruraux et sont très féminisées. Les entreprises industrielles de la zone d'Yssingeaux emploient aussi une main-d'œuvre plus féminine qu'ailleurs et souvent à temps partiel (+ 11 points par rapport au référentiel). Cela contribue également à expliquer la fréquence du temps partiel dans le département (*figure 4*).

Dans la zone d'emploi de Brioude, la part des salariés en emploi précaire (CDD, intérim, emplois aidés) est nettement supérieure à la moyenne nationale et à celle observée dans le référentiel de comparaison. Le recours à l'intérim (3,2 % de l'emploi salarié en 2015) y est important en comparaison de la région. Cela peut s'expliquer en partie par les pratiques de recrutement de l'industrie locale, notamment dans le domaine de la sous-traitance automobile.

Enfin, le poids des contrats aidés et de l'apprentissage, généralement développé au sein des petites entreprises et de l'artisanat, est assez fort dans le département. Il est plus important dans le Velay et l'Yssingelais, qui hébergent des centres d'apprentissage et des structures d'insertion portées par les associations, que dans les référentiels correspondants.

Un territoire qui reste à l'écart des dynamiques métropolitaines

La Haute-Loire se structure autour du Puy-en-Velay, ville de taille moyenne qui forme une aire urbaine d'environ 30 000 emplois (13^e rang au sein de la région). Sa situation géographique restreint les connexions avec les grands centres économiques et son insertion dans les réseaux métropolitains.

Les emplois relevant des fonctions dites « métropolitaines » ou supérieures (telles que la conception, la recherche, les prestations intellectuelles, le commerce

inter-entreprises, la gestion, la culture et les loisirs), y restent en conséquence peu présents. Les emplois de cadres et professions intellectuelles supérieures représentent à peine 9 % des emplois en Haute-Loire, contre 16,5 % en Auvergne-Rhône-Alpes (figure 4). À l'inverse, la part des ouvriers excède de 5 points celle de la région. L'est se démarque par sa plus forte proportion d'ouvriers non qualifiés, du fait de la spécificité de son industrie (15,6 % de l'ensemble des emplois au lieu de travail contre 12,6 % dans le territoire de référence). En 2015, les agriculteurs représentent toujours 5,3 % des emplois dans le département, contre 1,7 % en France métropolitaine.

Dans l'ensemble, les niveaux de diplôme sont ainsi moins élevés qu'en moyenne régionale. L'offre d'enseignement supérieur est limitée et s'arrête très souvent au 1^{er} cycle. Les jeunes qui poursuivent leurs études partent ainsi pour Saint-Étienne, Clermont-Ferrand ou Lyon, et ne reviennent pas toujours. Le niveau assez faible du chômage (7,2 % au 1^{er} trimestre 2018) reflète d'ailleurs en partie le départ ou le non-retour des jeunes actifs, notamment qualifiés.

Lorsqu'elle est confrontée à des difficultés économiques, la main-d'œuvre industrielle de la zone d'emploi de Brioude peut rencontrer des problèmes de reconversion, liés à sa forte spécialisation et à l'éloignement géographique du territoire. Au centre du département, le marché du travail est très peu ouvert sur l'extérieur, la préfecture se situant à plus d'une heure de route des autres grands pôles urbains (1h10 vers Saint-Étienne et Issoire, 1h45 vers Clermont-Ferrand). Ainsi, en 2015, 90 % des actifs qui résident dans la zone d'emploi du Puy-en-Velay y travaillent aussi.

L'économie présente du département répond aux besoins d'une population vieillissante et rurale. Au sein de cette sphère, les fonctions de la santé et de l'action

sociale représentent 16,9 % des emplois, soit 2 points de plus que dans la région. Ces dernières fonctions sont également celles qui concentrent le plus d'emplois présents dans le Velay devant l'administration publique (18,5 % et 12,4 % des emplois) pourtant traditionnellement plus importante dans les zones comprenant une préfecture. L'économie

sociale, dont ces secteurs constituent les principaux champs d'intervention, reste très ancrée dans l'économie altiligérienne. Elle est essentiellement le fait d'associations et de coopératives. Dans l'est du département, les fonctions d'éducation-formation et du bâtiment représentent une plus forte part des emplois présents. ■

L'est du département sous l'influence de Saint-Étienne

Depuis une trentaine d'années, le quart nord-est du département gagne de la population. La mise aux 2x2 voies de la N88 jusqu'à Yssingaux, durant les années 1990, a fortement vitalisé la démographie et l'économie de cette zone située dans la continuité urbaine de Saint-Étienne. Beaucoup de ménages viennent s'y installer tout en conservant un emploi dans le bassin stéphanois. La zone d'Yssingaux est ainsi parvenue à endiguer son déficit naturel (excédent des décès sur les naissances), contrairement au reste du département. Les arrivées en provenance de France génèrent un excédent migratoire d'environ 290 personnes sur l'année 2015. Elles induisent aussi des besoins supplémentaires dans les services, le commerce et la construction résidentielle. Ce dynamisme transparait aussi dans la création d'établissements : dans les secteurs de l'administration publique, de la santé et de l'action sociale, les taux moyens de création ont doublé entre les années 2004-2006 et 2014-2016.

Les mouvements d'établissements autour de cette zone sont également proportionnellement plus nombreux que ceux observés pour le référentiel ou le reste du département. La modernisation des infrastructures routières peut peser dans les choix d'implantation des entreprises et encourager la mobilité des unités de production.

Entre 2010 et 2015, l'emploi a augmenté dans la zone d'Yssingaux. Néanmoins, les créations d'emplois n'ont pas permis d'absorber le surplus de population active, induit notamment par l'installation de nouveaux résidents. Ce décalage s'est traduit par une hausse des déplacements domicile-travail vers l'extérieur de la zone (+ 370 personnes sur la période), mais aussi par une augmentation du nombre de chômeurs (+ 800 personnes).

En 2015, 13 400 actifs partent quotidiennement de la zone d'Yssingaux pour travailler à l'extérieur. Les flux dans le sens inverse sont trois fois plus faibles. Le territoire attire notamment les cadres. Les professions intermédiaires s'y établissent également dans des proportions supérieures à celles mesurées dans l'ensemble de référence. Ainsi, dans cette zone, près d'un actif sur deux appartenant à ces catégories socioprofessionnelles travaille en dehors. Les employés, eux-mêmes traditionnellement moins mobiles, sont un sur trois à occuper un emploi hors du territoire, le plus souvent dans des communes ligériennes proches, comme Firminy ou Unieux.

Méthodes et définitions

Le département de la Haute-Loire a été décomposé en trois zones, les contours de deux d'entre elles correspondant à ceux des zones d'emploi. Chacune de ces zones a été comparée avec un **référentiel** construit pour cette étude, reprenant des caractéristiques telles que le poids de l'industrie en 1975, le nombre d'habitants, le profil territorial ou le statut de la ville principale.

Ces référentiels sont composés comme suit :

- zone d'emploi de Brioude : zones d'emploi de Neufchâteau, Ambert, Le Charolais, La Thiérache, Gray, Autun, Nogent-Le-Rotrou, Montbard, Oloron-Sainte-Marie, Châteaudun ;
- zone d'emploi du Puy-en-Velay : zones d'emploi de Saint-Lô, Bar-Le-Duc, Vesoul, Cahors, Tulle, Moulins, Digne-Les-Bains ;
- zone d'Yssingaux : zones d'emploi de Péronne, Bernay, Gien, Flers, Commercy, Saverne, Saint-Claude, Ancenis, Thiers.

Insee Auvergne-Rhône-Alpes

165, rue Garibaldi - BP 3184
69401 Lyon cedex 03

Directeur de la publication :
Jean-Philippe Grouthier

Rédaction en chef :
Aude Lécroart
Philippe Mossant

Mise en page :

Agence Elixir, Besançon

Crédits photos : Fotolia

ISSN : 2495-9588 (imprimé)

ISSN : 2493-0911 (en ligne)

© Insee 2018

Pour en savoir plus

- « L'économie des zones de montagne », *Insee Dossier Auvergne-Rhône-Alpes* n° 1, juin 2017
- « Industrie : mutation des emplois et des territoires », *Insee Analyses Auvergne-Rhône-Alpes* n° 34, mars 2017
- « L'industrie en Auvergne », *Insee Dossier Auvergne* n° 1, décembre 2015

